CONSEIL COMMUNAL

PROCÈS-VERBAL N° 2/2019
SÉANCE DU 21 JUIN 2019 A 20H.00
A LA SALLE DU CONSEIL COMMUNAL D'OLLON

M. le Président Roberto VALTERIO ouvre la séance et fait procéder à l'appel des Conseillères et Conseillers. 63 répondent présents, 5 sont excusés et il y a une absence sans excuse. Une démission est également enregistrée.

Avant d'entamer les débats, M. le Président demande à l'Assemblée de se lever afin d'observer une minute de silence en hommage à M. William PASTOR, père de M. le Municipal Philippe PASTOR et beau-père de Mme Denise PASTOR, Conseillère communale, décédé récemment.

L'ordre du jour a été modifié dans la semaine qui a précédé cette séance et a été envoyé par courriel à chaque membre du Conseil. Un ajout de minime importance est toutefois encore apporté ce soir au point 18 suite au dépôt d'un projet de modification de règlement du Conseil. M. le Président demande s'il y a des remarques par rapport à ce nouvel ordonnancement.

M. Emmanuel ESTOPPEY constate que le point 7 destiné à l'adoption des comptes et qui figurait sur le premier ordre du jour n'apparaît pas dans le nouveau. Il demande s'il s'agit d'un oubli.

M. VALTERIO répond que ce n'est pas un oubli mais que cette action est comprise dans le point 6 « Comptes 2018 : Rapport de la Commission des Finances ». Il explique qu'il a estimé qu'il n'était pas nécessaire de détailler toutes les opérations qui traitent d'un seul point, à l'image du processus d'un préavis où il n'est pas détaillé qu'il y a les rapports des commissions technique et des finances, la discussion et l'adoption des conclusions. Il souligne aussi que pour le budget, celui-ci est mis à l'ordre du jour sur une seule ligne. C'est la raison pour laquelle M. le Président a décidé de tout comprimer et qu'il y a eu correction.

Ne constatant aucune autre remarque, M. le Président considère que l'ordre du jour modifié est adopté. Il se présente comme suit :

1. Communications du Bureau du Conseil
2. Approbation du procès-verbal de la séance du 22 mars 2019
3. Assermentation d'un nouveau Conseiller
4. Gestion 2018 : Rapport de la Commission de Gestion
5. Vœux et souhaits de la Commission de Gestion 2018 et réponses de la Municipalité
6. Comptes 2018 : Rapport de la Commission des Finances

7. Préavis N° 2019 / 05 : ST-TRIPHON – ECA 5542 – DEPOT DE BRUET – Remplacement des portes d'accès extérieur et du système de traitement des eaux
   Rapports des Commissions

   Préavis N° 2019 / 06 : Réfection des murs de soutènement à Panex (route de Plambuit) et à Antagnes (route du Pissot)
   Rapports des Commissions

8. Nomination de la Commission de Gestion 2019/2020
9. Réponse de la Municipalité au postulat déposé le 22 juin 2018 par M. le Conseiller communal Neil KIRBY, intitulé « Pour une Commune éclairée sans pollution lumineuse inutile ».
10. Réponse de la Municipalité à l'interpellation déposée le 22 mars 2019 par M. le Conseiller communal André BAUMANN concernant le développement du réseau 5G sur la Commune d'Ollon.
11. Réponse de la Municipalité au postulat déposé le 23 juin 2017 par M. le Conseiller communal André BAUMANN intitulé : « Pour la planification et le développement de places d'accueil destinées aux camping-cars ».
12. Communications Municipales
13. Renouvellement du Bureau du Conseil
14. Nomination d'un/e membre à la Commission des finances
15. Nomination de quatre membres au Conseil de l'Association intercommunale pour l'Epuration des eaux usées de la Région d'Aigle (AERA)
16. Nomination d'un/e membre au Conseil intercommunal de la Police du Chablais vaudois
17. Nomination d'un membre au Conseil d'établissement
18. Propositions individuelles et proposition de modification de l'art 77 du Règlement du Conseil par M. Quentin RACINE

1. Communications du Bureau du Conseil

- M. le Président R. VALTERIO annonce la démission au sein du Législatif du Conseiller Ferenc RABEL et donne lecture de la lettre reçue de ce dernier.

- M. le Président annonce la démission du Conseil d'Etablissement du Conseiller André BAUMANN.

2. Adoption du procès-verbal de la séance du 22 mars 2019

M. le Président demande si quelqu'un désire la lecture du procès-verbal du 22 mars 2019 ou lui apporter une rectification. Aucune intervention n'étant demandée, il propose, si personne ne s'y oppose, de considérer que celui-ci est accepté tel que présenté, sans procéder à son vote. Dont acte.

3. Assermentation d'un nouveau Conseiller

Afin de pallier la démission de M. Ferenc RABEL au sein du Législatif, il advient d'assermenter son remplaçant dans les rangs du parti PLR.

M. le Président Roberto VALTERIO demande à l'Assemblée de se lever et procède, selon le cérémonial d'usage, à la prestation de serment de M. Paul BAVAUD domicilié à Huémoz.

Le nombre de Conseillers présents est maintenant de 64.

4. Gestion 2018 : Rapport de la Commission de Gestion

La lecture du rapport de la Commission de Gestion est donnée par sa Présidente Mme Caroline GANZ DE MEYER. Chaque Conseiller ayant reçu ce document avec les comptes communaux, il est considéré que chacun a pu en prendre connaissance avant la séance. Partant de ce principe, seules l'introduction et les conclusions sont lues.

En vertu du règlement du Conseil et de son article 115 et fort du rapport de la Commission de Gestion, M. le Président ouvre la discussion sur la gestion de la Municipalité sur l'exercice 2018.

La parole n'étant pas demandée, M. le Président soumet, non pas le rapport, mais la gestion de la Municipalité au vote du Législatif. Celle-ci est acceptée, à main levée, à l'unanimité.

5. Vœux et souhaits de la Commission de Gestion 2018 et réponses de la Municipalité

M. le Président demande à Mme Caroline GANZ DE MEYER de donner lecture des vœux et souhaits de la Commission de Gestion et à M. le Syndic Patrick TURRIAN d'apporter les réponses de la Municipalité.

M. le Président VALTERIO, conformément à l'art. 115 du Règlement du Conseil, indique que si la discussion n'est pas demandée sur une réponse spécifique de l'Exécutif, celle-ci est considérée comme acceptée. Dans le cas où il y a un débat, le Conseil pourra se prononcer sur le maintien de tout ou partie du vœu ou souhait mais sans pouvoir le modifier sur le fond.

Aucune intervention n'a été enregistrée lors du traitement des réponses et la parole n'est pas demandée avant que celles-ci soient soumises au vote et acceptées à l'unanimité par l'Assemblée.

6. Comptes 2018 : Rapport de la Commission des Finances

M. le Président Roberto VALTERIO demande au rapporteur de la Commission des Finances de rejoindre le pupitre pour lire son rapport.

M. Gilbert FREYMOND, Président de la Commission des Finances donne lecture de son rapport qui, à l'unanimité des membres présents de ladite commission, recommande au Législatif d'adopter les comptes communaux de l'année 2018 établis par le Service des finances et d'en donner décharge aux Organes responsables.

M. le Président informe que la discussion est ouverte et que l'étude des comptes va être entreprise. Sauf avis contraire d'un Conseiller, il indique qu'il va lire uniquement les têtes de poste et leur intitulé. Les interventions pourront se faire au fur et à mesure de l'énumération et pour plus d'efficacité, il demande à ce que le numéro du poste soit mentionné clairement.

Compte 160 – TOURISME

M. Jean-François THEUBET constate que les postes 160.4271.00 - *Loyers bâtiments patrimoine administratif* de Fr. 65 000.-- et 160.4650.00 - *Participations de tiers* de Fr. 100 000.-- figuraient au budget 2018 mais n'apparaissent pas dans les comptes. M. le Conseiller aimerait savoir s'il s'agit d'un oubli de facturation et demande des explications.

M. le Municipal Jean-Christophe LACK indique qu'il s'agit d'un changement qui a été opéré au niveau des comptes relatifs au Centre des Sports (CDS). Il rappelle que par le passé, il était espéré qu'il y ait une couche thématique tourisme et le CDS avait été englobé dans le tourisme. Cependant, comme cela ne se réalisera probablement jamais, il a été décidé de remettre le CDS, dans la péréquation, sous « Sports » ce qui fait que les encaissements de loyers comme les dépenses y relatives se trouvent maintenant dans le compte 170 et plus sous le 160.

M. le Syndic Patrick TURRIAN complète en disant que pour le poste 160.4650 il s'agissait de la refacturation des bus navettes à TVGD pour un montant de Fr. 100'000.-- qui a maintenant été switchée dans le compte 180 – Transports publics.

Compte 170 - SPORTS

Poste 170.3220.00 - Intérêts dettes à moyen et long terme

Mme Catherine FLÜTSCH constate que Fr. 3'300.- ont été budgétés en 2018 mais qu'un montant de Fr. 17'419.-- figure aux comptes, soit une dépense supérieure de plus de 5 fois. Elle aimerait donc savoir si c'est également une conséquence de la modification comptable relative au CDS.

La réponse étant affirmative, elle considère, vu que ce cas se reproduit sur d'autres postes, qu'il y aurait dû avoir, systématiquement, une note d'explication détaillée.

La Municipalité, par la voix de son Syndic, prend note de la remarque.

Compte 170 - SPORTS
Poste 170.3650.00 - Dons et subventions

Mme Martine SCULATI constate qu'il y a une grande disparité dans les subventions accordées aux clubs sportifs de la Commune. Elle demande sur quels critères ils sont attribués, s'il y a une clé de répartition ou si elles sont définies sur des demandes.

M. le Municipal Nicolas CROCI TORTI explique que l'origine du montant attribué à chaque club n'est pas vraiment connue mais que plusieurs de ses prédécesseurs se sont penchés sur cette problématique, sans toutefois parvenir à trouver un mode de répartition systématique. En effet, c'est extrêmement compliqué car tous les sports ont leurs propres spécificités en matière de structures, d'équipements, etc. à l'exemple d'un nageur et d'un skieur. De toute évidence les coûts en matière d'équipement pour une saison ne sont pas les mêmes. Au niveau des infrastructures sportives, M. le Municipal explique que le Club sportif d'Ollon, qui compte 160 jeunes, reçoit une subvention de Fr. 12'500.-- mais ceci ne tient pas compte des frais liés à l'entretien du terrain de foot communal qui représentent environ Fr. 80 à 90'000.-- par an. Pour le HC Villars, la contribution pour les heures de glace est prise en charge par la Commune mais, pour permettre une parfaite transparence depuis 2016, il a été choisi de subventionner le club qui reçoit des factures du CDS et les paye lui-même. Cette problématique des subventions est extrêmement compliquée et une réflexion est actuellement en cours pour tenter de redéfinir des règles d'attribution. Selon M. CROCI TORTI cela présente le risque de faire des déçus si le Club reçoit moins de subside si celui-ci est simplement basé sur une somme X par jeune membre du Club et trouver une pondération, en fonction de l'investissement qu'une saison représente pour tel ou tel sport, est très complexe. Il ne peut donc pas assurer, au vu de la complexité des données, qu'il sera possible un jour d'avoir une clé de répartition. Il rappelle néanmoins que comme mentionné dans l'édito du dernier « Boyard » et comparativement à la Commune de Bex, Ollon est extrêmement généreuse dans son soutien aux jeunes sportifs, sans compter les aides financières octroyées à de jeunes athlètes qui sont aux portes des équipes nationales ou qui ont un potentiel certain dans leur discipline de prédilection.

Au sujet de ce même compte, M. Robert UNDERWOOD relève qu'il a été dit que toutes les demandes de dons et subventions sont soumises à la Municipalité avec des documents nécessaires à étayer et justifier ces requêtes. Il demande si elle peut l'assurer que toutes les vérifications ont été faites tendant à prouver l'existence de toutes ces sociétés et associations et le bienfondé de leurs sollicitations. Il espère que, en cas de doutes, toutes les investigations soient menées pour éviter des abus.

M. le Municipal Nicolas CROCI TORTI répond que les comptes du club ou de l'association, pour chaque saison, doivent être remis avec les demandes de subventions. Il indique qu'une seule fois, depuis qu'il est en charge de son dicastère, il a été nécessaire d'exiger les comptes d'un club. Il précise que la subvention a été suspendue jusqu'à ce qu'il les produise. Selon M. le Municipal, un contrôle est effectué sur chaque requête sans toutefois pouvoir éplucher de manière approfondie la comptabilité des clubs, la confiance étant de mise. Par ailleurs, le susnommé indique se rendre régulièrement aux assemblées générales de ceux-ci afin de se tenir informé de leurs activités.

Compte 504 – REPAS SCOLAIRES VILLARS
Poste 504.3131.00 - Achats de produits alimentaires

Mme Martine SCULATI constate que le prix des produits alimentaires mentionné dans le commentaire relatif à ce poste est de Fr. 3.60/repas. Elle demande si cette somme permet aux cuisiniers de privilégier les fournisseurs et producteurs de la Commune et des environs et si ceux-ci sont soumis à un cahier des charges.

M. le Municipal Jean-Luc CHOLLET répond par l'affirmative et indique que tout récemment des démarches ont été entreprises auprès des producteurs locaux afin de savoir ce qu'ils étaient en mesure de fournir. L'école a ainsi conclu un accord avec M. GERBER de Villy qui s'est engagé à diversifier sa production afin de pouvoir répondre aux besoins des cantines scolaires au niveau des légumes et des pommes de terre. D'autre part, M. le Municipal indique que, chaque fois qu'il est possible, les achats se font dans les commerces locaux : boucheries, boulangeries et autres épiceries établies sur le territoire communal tout en sachant que, pour des raisons budgétaires, certaines denrées doivent être acquises auprès de la grande distribution. M. CHOLLET se félicite que les cantines scolaires puissent servir des repas avec de la nourriture privilégiant l'agriculture de proximité.

Arrivé au terme de l'énumération M. le Président Roberto VALTERIO demande si quelqu'un souhaite prendre la parole. Tel n'est pas le cas et, en vertu des rapports des Commissions de Gestion et des Finances ainsi que des Comptes 2018, il soumet ces derniers au vote du Législatif.

Ainsi, à main levée et à l'unanimité,

LE CONSEIL COMMUNAL D'OLLON

- Ayant pris connaissance des Comptes 2018 présentés par la Municipalité
- Ayant entendu le rapport de la Commission de Gestion
- Ayant entendu le rapport de la Commission des Finances
- Considérant que cet objet a été porté régulièrement à l'ordre du jour

DÉCIDE

D'ADOPTER les comptes 2018 établis par le Service des finances communales et de donner décharge aux organes responsables de leur établissement.

7. Préavis N° 2019 / 05 : ST-TRIPHON – ECA 5542 – DEPOT DE BRUET – Remplacement des portes d'accès extérieur et du système de traitement des eaux

Mme Stéphanie GENOUD donne lecture du rapport de la Commission chargée de l'étude de ce préavis dont les conclusions corroborent celles de la Municipalité, à l'unanimité de ses membres présents.

Pour la Commission des Finances, la lecture du rapport est effectuée par M. Mathieu JOURDAIN. Les conclusions, à l'unanimité des membres, corroborent également celles de l'Exécutif.

M. le Président ouvre la discussion sur ce préavis. La parole n'étant pas demandée, il relit les conclusions de celui-ci avant de les soumettre au vote.

A main levée et à l'unanimité,

LE CONSEIL COMMUNAL D'OLLON

- ayant pris connaissance du préavis de la Municipalité n° 2019/05
- ayant entendu le rapport de la Commission chargée de son étude
- ayant entendu le rapport de la Commission des finances
- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour

DÉCIDE

1. d'**AUTORISER** la Municipalité à entreprendre le remplacement des portes d'accès extérieurs et du système de traitement des eaux pour un montant total de **Fr. 190'000.--**,
2. de lui **ACCORDER** à cet effet, à hauteur des travaux, le crédit nécessaire par le recours à l'emprunt bancaire dans le cadre du dernier plafond d'endettement voté,
3. d'**AMORTIR** cet investissement la première année qui suit la fin des travaux, et cela durant une période de 20 ans, par le compte 438.3310.

7. Préavis n° 2019/06 - PANEX – Reconstruction d'un mur de soutènement aval, sur la route de Plambuit, à la sortie de Panex.
LES FONTAINES – Consolidation d'un mur de soutènement aval, sur la route du Pissot, au lieu-dit « Aux Toises ».

M. Stéphan BONJOUR donne lecture du rapport de la Commission chargée de l'étude de ce préavis dont les conclusions, à l'unanimité de ses membres présents, corroborent celles de la Municipalité.

Pour la Commission des Finances, la lecture du rapport est effectuée par M. Stéphane COSANDEY. Les conclusions, à l'unanimité de ses membres, corroborent également celles de l'Exécutif.

M. le Président ouvre la discussion sur ce préavis.

M. Neil KIRBY, après avoir entendu les rapports de la Commission des Finances sur les deux derniers préavis, a l'impression qu'il y a de plus en plus fréquemment un amalgame entre l'entretien courant et les préavis. Il ne met pas du tout en doute la nécessité d'entreprendre ces travaux mais, par contre, en ce qui concerne le préavis 2019/07 et les travaux prévus aux Fontaines, pour un montant de Fr. 63'000.--, il considère que ceux-ci relèvent de l'entretien courant et ne devraient donc pas figurer dans un préavis. Pour cette raison, il annonce qu'il va refuser ce préavis.

M. le Municipal Philippe PASTOR répond qu'il est clair qu'il n'y aurait pas eu de préavis pour l'entretien de ce mur s'il n'y avait pas eu la réfection de celui de Panex. L'occasion a été saisie de tout regrouper.

M. Manuel DULEX demande, vu le mauvais état de la route, s'il n'aurait pas été opportun d'y interdire la circulation afin d'assurer la sécurité des usagers jusqu'à ce que les travaux soient entrepris et à quelle date ceux-ci vont-ils débuter ?

M. le Municipal Philippe PASTOR indique que la circulation a été déviée du côté amont de la chaussée, vu le risque d'effondrement que représente le déchaussement des murs en pierre sèche à l'aval. Pour ce qui est de l'ouverture du chantier, celle-ci s'effectuera dès que le Législatif aura donné son approbation au préavis.

La parole n'étant plus demandée, M. le Président Roberto VALTERIO relit les conclusions du préavis avant de les soumettre au vote.

A main levée par 61 oui, 1 non et 1 abstention

LE CONSEIL COMMUNAL D'OLLON

- ayant pris connaissance du préavis de la Municipalité n° 2019/06
- ayant entendu le rapport de la Commission chargée de son étude
- ayant entendu le rapport de la Commission des finances
- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour

DÉCIDE

1. d'**AUTORISER** la Municipalité à entreprendre les travaux proposés pour un montant total de **Fr. 293'000.--,**

2. de lui **ACCORDER** à cet effet, à hauteur des travaux nets, le crédit nécessaire par le recours à l'emprunt bancaire dans le cadre du dernier plafond d'endettement voté,

3. d'**AMORTIR** cet investissement la première année qui suit les travaux, et cela durant une période de 30 ans, par le compte 430.3310.

8. Nomination de la Commission de Gestion 2019/2020

M. le Président annonce qu'il va maintenant procéder à la nomination de la Commission citée en titre et indique que le dépouillement des bulletins se fera simultanément à la poursuite de la séance. Il rappelle que l'élection des membres se fait à bulletin secret et qu'il est d'usage que la personne qui remporte le plus de voix prenne la présidence de ladite commission.

Les noms des candidats sont affichés à l'écran et les bulletins de vote sont distribués par l'Huissier :

1. Pour le parti Les Verts, M. Stéphane COSANDEY propose :
   - M. Emmanuel ESTOPPEY

2. Pour le parti Socialiste, M. Pascal JOURDAIN propose :
   - Mme Cécile AMATEIS
   - M. Florian DAVEN

3. Pour le parti UDC, Mme Janique BONZON propose :

- M. Olivier DUBI
- M. Alain BAUDY

4. Pour le parti PLR, M. Laurent PARIS propose :

- M. Bernard HUBER
- M. Dominique ROUX
- M. Raphaël COSSETTO
- M. Romain BALMER

Sont élus :

1. M. Bernard HUBER	38 voix
2. M. Dominique ROUX	35 voix
3. M. Raphaël COSSETTO	34 voix
4. M. Romain BALMER	34 voix
5. Mme Cécile AMATEIS	27 voix
6. M. Emmanuel ESTOPPEY	25 voix
7. M. Florian DAVEN	23 voix

Suppléants :

1. M. Alain BAUDY	16 voix
2. M. Olivier DUBI	15 voix

En préambule aux traitements des réponses de la Municipalité aux postulats et interpellation, M. le Président Roberto VALTERIO donne quelques explications et fait part de l'embarras auquel il a été confronté durant la préparation des 3 prochains points. En effet, selon l'art. 77 du règlement du Conseil, celui-ci ne devrait pas se prononcer sur l'acceptation ou le refus des réponses que la Municipalité donnera aux deux postulats et à l'interpellation. Selon M. le Président, cela va à l'encontre de ce que l'aide-mémoire, qui a été rédigé à l'intention des Conseillers, laisse entendre mais, pour lui, l'article 77 est clair. M. VALTERIO explique que pour être strictement correct, le Législatif doit s'appuyer sur l'article 78 qui stipule que tout rapport municipal devrait être instruit par une commission et, selon lui les réponses sont des rapports. Il dit encore que son raisonnement est également appuyé par un avis de droit pris auprès de l'Union des Communes vaudoises, d'une conversation qu'il a eue avec Mme la Préfète LACHAT et d'un processus provenant du Service des Communes.

En résumé, dans le cas présent, vu qu'il n'y a pas eu de commissions nommées, M. le Président VALTERIO explique qu'il pourrait simplement dire ce soir que les réponses de la Municipalité devraient être reportées à cet automne avec nomination de 3 commissions techniques. Le prénommé ne voulant pas passer « la patate chaude » à Madame Janique BONZON qui va lui succéder, dans l'optique de plus d'efficacité et tablant, selon ses dires, sur « des personnes intelligentes », M. VALTERIO propose de délibérer et de voter sur l'acceptation des réponses de la Municipalité telles que celles-ci sont apportées. Il indique que si un/e conseiller/ère le demande, la proposition qu'il vient de faire pourra être soumise au vote. Ainsi, M. le Président demande : *« si quelqu'un s'oppose au fait que, un peu finalement comme l'aide-mémoire le prône, quand bien-même ce n'est pas juste, on fasse un vote de principe du Conseil au sujet des réponses que la Municipalité va nous donner ».*

M. BAUMANN se demande s'il ne faudrait pas rester au statu quo plutôt que de suivre une procédure intermédiaire. A son avis, la manière de faire employée jusqu'à maintenant a fonctionné et le Conseil y est habitué. Il propose donc le statu quo et de mettre en place le nouveau processus, avec nomination de commission, dès le prochain Conseil.

M. le Président R. VALTERIO répète qu'effectivement sa proposition va dans ce sens et dit : *« ce que je vous propose c'est de faire tel que cela a été proposé dans l'aide-mémoire qui est à notre disposition, c'est de voter pour savoir si l'on accepte ou pas la réponse de la Municipalité à ces deux postulats, par contre demain, il va falloir que l'on se remette sérieusement en question parce que nous ne sommes pas justes ».*

M. BAUMANN dit ne pas avoir souvenance que le Conseil ait voté pour des réponses à des postulats…

M. VALTERIO rétorque que : *« cela veut dire que « l'on n'a même pas respecté l'aide-mémoire du Conseil communal… »*

M. BAUMANN acquiesce.

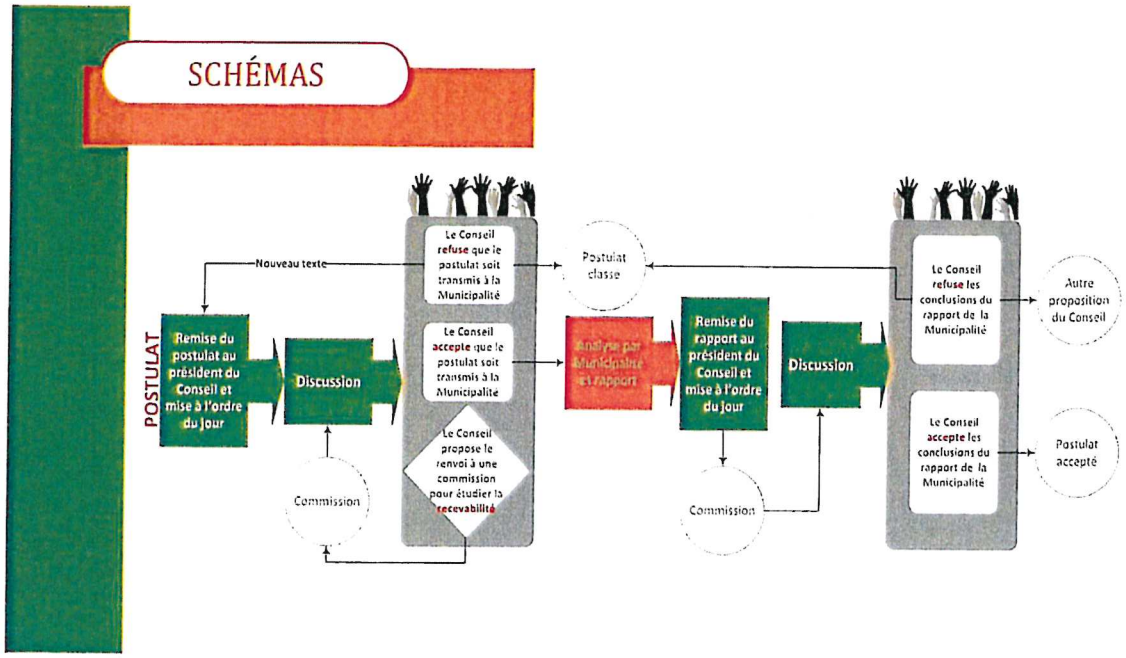
M. Roberto VALTERIO dit regretter, ce manquement au vu des documents qui sont à disposition et considère qu'il ne peut difficilement s'appuyer sur une *pratique « qui ne respectait au minimum pas quelque chose qui était en accord avec l'ensemble du Conseil communal. »*

S'adressant au Conseil, M. le Président indique : *« si vous n'êtes pas d'accord sur cette manière de faire, nous allons voter la façon de procéder ce soir pour traiter ces trois points et la suite devra être discutée de manière un peu plus profonde pour que l'on soit correct sur la manière d'agir ».*

M. Jean-François THEUBET rappelle qu'il est l'auteur de cet aide-mémoire et des schémas qui le composent et tient à relever que dans celui qui se rapporte au traitement d'un postulat, il est bien mentionné que celui-ci doit être soumis à une commission. Il se réfère par ailleurs à l'entretien téléphonique qu'il a eu avec M. VALTERIO, le mardi précédant cette séance, portant justement sur ce point.

M. VALTERIO consulte l'aide-mémoire et il s'en suit une lecture croisée entre M. THEUBET et lui-même des indications et du schéma qui figurent dans ce document. De ces échanges, il apparaît que les prénommés n'ont pas la même interprétation de la figure explicative.

M. THEUBET lit le schéma de l'aide-mémoire qui mentionne les étapes à suivre et, notamment, la nomination d'une commission (voir figure ci-après).



M. Roberto VALTERIO rétorque que justement il n'y a pas de commission qui a été nommée…

M. Jean-François THEUBET réplique qu'effectivement, dans le cas présent, il n'y a pas eu de commission nommée contrairement à ce que stipule le règlement communal même si celui-ci n'a jamais été respecté.

M. le Conseiller maintient que le schéma qui figure dans l'aide-mémoire est exact sauf qu'il n'a jamais été appliqué mais il pense qu'il serait temps que le Conseil communal d'Ollon respecte son règlement. Sinon, il y aura lieu d'en débattre au moment d'étudier la proposition de modification du dit règlement ou de le modifier complètement. Personnellement il dit comprendre la démarche de ce soir de M. VALTERIO de ne pas vouloir léguer cette situation chaotique à la future Présidente, mais, si l'on veut s'en tenir au règlement, il y a lieu de reporter ces réponses à l'automne, de demander un rapport pour chacun des deux postulats et nommer des commissions qui les étudieront.

M. le Président R. VALTERIO répond que malgré cette situation inappropriée il propose de voter ce soir sur les rapports que la Municipalité a rédigés sur ces trois points et il soumet cette proposition au Plénum. Si celle-ci est refusée alors les points 9, 10 et 11 de l'Ordre du jour seront reportés au Conseil d'octobre et 3 commissions devront être nommées pour les traiter.

M. J.-F. THEUBET interrompt le Président car il n'a pas compris si la discussion est ouverte ou si c'est tout de suite le vote.

M. R. VALTERIO répond que la discussion est ouverte sur la façon de procéder pour traiter les points 9, 10 et 11 de l'Ordre du jour.

M. J.-F. THEUBET pour sa part, vu qu'il s'agit de postulats et pas de simples questions auxquelles la Municipalité est invitée à répondre, ce qu'il estime qu'elle a fait par le biais des réponses présentées ce soir et, étant admis que selon le règlement l'Exécutif doit amener un rapport à un postulat, il se voit mal, personnellement, en faire fi. Dès lors, M. le Conseiller indique qu'il va voter contre la proposition de M. le Président de

faire comme habituellement, c'est à dire faux !... Il considère qu'il est nécessaire d'aller de l'avant et de se conformer au règlement.

M. VALTERIO remercie M. le Conseiller THEUBET pour son intervention qui, à son avis, a le mérite d'ouvrir le débat et de mettre en lumière le potentiel d'amélioration qui devra être apporté. Pour sa part, il considère que sa proposition est pragmatique pour tout de même pouvoir avancer « parce que 3 commissions techniques cet automne, c'est tout ça de moins de travail qu'on pourra effectuer pour faire avancer la Commune en terme de projet et de préavis », dixit M. le Président.

M. le Municipal Nicolas CROCI TORTI demande à intervenir dans le débat, ce qui lui est accordé. Tout d'abord, il estime qu'il y a une erreur de base dans le libellé de l'ordre du jour puisqu'un postulat demande un rapport et pas une simple réponse. Ainsi, pour ce qui est de la proposition de M. VALTERIO de voter sur les 3 réponses, il indique que celle qui a trait à l'interpellation peut être validée ou pas par son auteur ce soir mais il préconise de ne pas l'inclure dans la proposition de vote. En effet, dans le cas d'une interpellation, l'Exécutif doit apporter une réponse ensuite de quoi seul l'interpellant peut dire s'il l'accepte ou pas. Dans ce cas, il peut encore le faire partiellement ou déposer une résolution qui est une sorte de vœu mais il n'y a pas de discussion qui est ouverte. Par contre, la procédure du postulat passe par un rapport et la nomination d'une commission qui statue, elle, sur le bienfondé de cette proposition et donnera une recommandation de vote au Conseil communal, avant qu'il se prononce. Si c'est accepté, le rapport est admis et dans le cas contraire, la Municipalité est renvoyée à ses études et doit revenir, lors d'une prochaine séance, avec un complément à ce rapport. Ensuite de quoi il y a un vote final.

M. le Municipal CROCI TORTI précise encore que, par rapport au traitement du postulat, au moment de son dépôt, le Conseil doit voter sur sa recevabilité avant de se prononcer sur sa prise en considération directe (transmis à la Municipalité) ou sur son renvoi à une commission. Ce sont deux voies bien distinct.

M. le Président remercie M. le Municipal pour son éclairage.

M. THEUBET souhaitant reprendre la parole, il lui est demandé s'il s'agit d'apporter un élément nouveau pour étayer sa position par rapport à la proposition de M. le Président. M. le Conseiller répond par l'affirmative et revient sur les précédents propos qui ont été tenus par M. le Président et s'adresse à lui en ces termes : *« sauf votre respect, vous avez dit en substance « on ne va pas nommer des commissions parce que l'on aura assez de commissions à nommer pour le vrai travail ». Je ne sais plus comment vous l'avez formulé M. le Président mais cela laissait sous-entendre que quand nous, Législatif, nous déposions des motions ou des postulats après ce n'était pas un vrai travail de la Commune. Or, je vous rappelle que le Législatif a vraiment cette tâche d'amener des propositions et que l'Exécutif... exécute après. Donc, je ne voudrais pas que vos propos soient pris comme un petit peu : le Législatif ne sert à rien... ce sont les Municipaux qui viennent avec leurs préavis et puis on nomme des commissions parce que eux ce qu'ils font c'est important et ce que nous faisons ne l'est pas !... Je pense qu'il faut remettre les choses dans le bon ordre, le Législatif a justement cette possibilité d'amener des motions ou des postulats pour faire travailler « vraiment » la Municipalité ».*

M. le Président VALTERIO répond que l'interprétation que M. THEUBET donne à ses propos lui appartient, mais qu'il n'aimerait pas partir dans un débat sur la façon de comprendre le verbe ou le mot. Il reprend aussi les termes de M. THEUBET : *« la Municipalité fera « vraiment » son travail que quand on apportera beaucoup de*

postulats » et considère que tous les deux ont une façon de s'exprimer qui peut s'améliorer. M. VALTERIO remercie M. le Conseiller de son intervention et indique que dans la continuité de ce débat, mais après avoir trouvé un accord sur la façon de procéder, il donnera son avis personnel sur la chose, qui selon lui, va justement dans le même sens de réflexion.

M. le Président demande si d'autres personnes souhaitent prendre la parole au sujet sa proposition de voter afin de pouvoir traiter ce soir ces points-là et d'ensuite *« se donner l'opportunité d'être meilleur pour la prochaine fois ».*

M. Neil KIRBY intervient comme suit : *« J'ai prêté serment lorsque je suis devenu Conseiller communal et puis, si j'ai bien compris, vous nous demandez de sauter à pieds joints sur notre propre règlement. Personnellement, ayant prêté serment, je ne me permettrai pas de le faire donc je ne pourrai pas accepter cette manière de procéder ».*

M. le Président remercie M. le Conseiller pour son intervention et considère que ses mots sont *« un peu trop lourds »,* car il ne veut pas proposer de jeter ce règlement aux orties. Il estime qu'il y a lieu finalement de prendre acte que les procédures n'ont jamais été justes par rapport au règlement et que chacun est maintenant en train de prendre conscience de cela. M. VALTERIO dit qu'il demande simplement d'avancer de façon pragmatique, en souplesse, mais pas de sauter à pieds joints sur le règlement sur lequel les Conseillers ont prêté serment. Il souhaite *« traiter les affaires communales de façon pragmatique et avec l'intelligence au pouvoir ».*

La parole n'étant plus demandée, M. le Président demande à l'Assemblée de se prononcer sur sa proposition de traiter ce soir les deux rapports aux postulats et la réponse à l'interpellation qui ont été rédigés par la Municipalité.

A main levée, par 37 oui, 18 non et 9 abstentions le Conseil accepte que les deux rapports relatifs aux postulats et la réponse à l'interpellation soient traités en séance et soient soumis au vote, sans renvoi à une commission.

Comme indiqué précédemment, M. le Président s'adresse au Plénum en ces termes qui sont reproduits in extenso : *« j'aimerais susciter une réflexion : l'initiative parlementaire et nos interventions, M. THEUBET, en général sont l'essence même de la démocratie, seulement, à force de lois, de règlements, de recours et de pléthore de ceux-ci, le fonctionnement de notre Conseil de milice pourrait se scléroser. Votre Bureau, pour chaque préparation de Conseil, doit se gratter la tête pour nommer les différentes commissions techniques. Je ne vous dis pas qu'il ne faut pas le faire… bien au contraire, mais ayons un peu plus de priorités ou de clairvoyance au moment où on veut le faire pour qu'on puisse avoir un courant un peu plus fluide et laisser une marge de manœuvre aussi à l'Exécutif pour traiter les projets de l'Exécutif, donc c'est pas ou ou… on est d'accord avec cela… Je vous laisse imaginer comment l'efficacité de fonctionnement évoluerait à force de commissions et de traitements… voilà, cela étant dit, nous pouvons nous remettre au travail… »*

9. Réponse de la Municipalité au postulat déposé le 22 juin 2018 par M. le Conseiller communal Neil KIRBY, intitulé « Pour une Commune éclairée sans pollution lumineuse inutile ».

M. le Président prie M. le Syndic Patrick TURRIAN de donner lecture du rapport de la Municipalité dont le texte est reproduit ci-après :

« Monsieur le Président,
Mesdames les Conseillères, Messieurs les Conseillers communaux,

En réponse au postulat cité en titre qui demandait à la Municipalité d'étudier et de rapporter sur l'opportunité de faire un état des lieux de toutes mesures utiles qui permettraient de limiter la pollution lumineuse dans la Commune et de présenter au Conseil un rapport sur ses réflexions et actions envisagées à court et moyen terme sous forme d'un « plan lumière », l'Exécutif informe l'organe délibérant que l'éclairage public de la Commune d'Ollon est géré, d'une part, par les Forces Motrices de l'Avançon SA (ci-après : FMA) pour la partie Sud et, d'autre part, par la Romande Energie (ci-après : RE) pour la partie Nord.

En ce qui concerne la partie Sud, il est à relever que ce ne sont pas moins de 652 points lumineux qui sont en fonction et que le 90 % de ce parc bénéficie d'une technologie permettant la baisse de 50 % d'intensité de 23h00 à 05h00 du matin. L'inventaire des points se décompose de la manière suivante :

- *105 LED*
- *42 tubes lumineux (Néon)*
- *73 Iodure métallique (halogène)*
- *100 Mercure (à remplacer en priorité)*
- *311 Sodium haute pression*
- *21 lampes diverses*

Pour la partie Nord, 514 points lumineux sont en fonction et, comme ci-dessus, 25 % du parc diminue également d'intensité de 50 % de 23h00 à 05h00. L'inventaire est le suivant:

- *232 LED*
- *18 Fluo compacte (Néon)*
- *65 Halogénure métallique (halogène)*
- *11 Mercure (à remplacer en priorité)*
- *188 Sodium haute pression*

La priorité mise en place pour ces prochaines années est le changement des lampes au mercure puisque les Autorités suisses appliquent la stricte interdiction des composants inefficaces de l'éclairage public et reprennent les prescriptions du Règlement EG 245/2009 de l'Union européenne.

Cependant, il est relevé que le Service technique, en charge de l'éclairage public, fait le maximum, selon les ressources budgétaires et les différentes demandes de crédit, pour le remplacement de l'éclairage mal conçu ou archaïque. A chaque nouveau projet, une étude d'éclairement est réalisée, en conformité avec la norme SIA 491, afin de :

- *assurer la sécurité publique valoriser le cadre et l'image de la Commune*

- *minimiser la pollution lumineuse et favoriser l'efficacité énergétique.*
  La coordination de l'éclairage entre le public et le privé n'est pas envisageable puisque celui du domaine public ne doit pas dépendre de l'éclairage privé, et vice versa.

Les émissions lumineuses issues de bâtiments et d'installations privés entrent dans le champ d'application de la Loi sur la protection de l'environnement (LPE).

En outre et pour terminer, la Municipalité signale qu'un plan directeur a été établi en juin 2013 en collaboration avec la Romande Energie sur l'ensemble du territoire communal et que ce document dresse un état des lieux des installations (sources lumineuses, mâts, câbles et armoires de distribution). Quant aux priorités, elles sont fixées en fonction de la vétusté des installations ainsi que des travaux à entreprendre pour d'autres services.

Au vu de ce qui précède, la Municipalité considère avoir répondu au postulat de M. Neil KIRBY et vous prie, Monsieur le Président, Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers communaux, de bien vouloir de prendre acte du présent rapport.

Ainsi délibéré par la Municipalité dans sa séance du 6 mai 2019 ».

La discussion est ouverte sur le rapport de l'Exécutif.

M. Neil KIRBY remercie la Municipalité pour la rédaction de son rapport mais dit toutefois rester sur sa faim principalement pour les 3 raisons suivantes. D'une part son postulat demandait une réflexion orientée vers le futur à savoir : *« qu'est-ce qu'on va faire, qu'est-ce qu'on pense faire, qu'est-ce qu'on pourrait imaginer faire ».* A son avis, le rapport présenté donne un état des lieux basé sur le présent, soit : *« qu'est-ce que l'on fait aujourd'hui, qu'est-ce que l'on a fait ».* Deuxièmement, il se dit déçu de voir que rien n'est mentionné sur une sensibilisation par la Municipalité ou privée sur ce qui pourrait être fait quant aux enseignes lumineuses durant la nuit. Troisièmement, il n'a lu nulle part une volonté de couper la lumière dans certaines zones comme le font certaines Communes plus progressistes. A ce sujet, M. le Conseiller tient à lire un extrait d'une dépêche de la RTS qui date du 6 novembre 2018, doit voici la teneur : *« Le Conseil général de Val-de-Ruz (NE) a décidé lundi soir l'extinction de son éclairage public. Avec ses 15 villages et ses quelque 17'000 habitants, la vallée devient la plus grande Commune de Suisse à éteindre ses lampadaires.*

Le Législatif a accepté d'éteindre son éclairage public de minuit à 4h45 dès la fin de l'année prochaine. L'expérience concluante menée dans des localités de la Commune, soit au Pâquier et à Fontaines, a poussé le Conseil communal à l'étendre à l'ensemble du territoire.

"Le Conseil communal est enchanté. C'est vrai qu'on sent véritablement le Législatif derrière l'Exécutif pour un projet de développement durable. Et puis il y a tout l'aspect nature également avec la préservation de la faune nocturne", a déclaré à la RTS François CUCHE, Conseiller communal de Val-de-Ruz. »

M. le Conseiller KIRBY précise encore que pour cette Commune, il est question d'une économie annuelle de 173'000 kWh, ce qui correspond à env. 40 à 50'000.--. Pour mémoire, à Ollon, la facture d'électricité de l'année dernière s'élevait à Fr. 91'000.-- pour l'éclairage public.

M. le Municipal Philippe PASTOR indique que la Municipalité a fait une demande aux FMA et à la Romande Energie pour baisser l'intensité des lampadaires de 23h.00 à 5h.00 du matin de 50 % à 25%. Cela pourrait être possible sur 252 mâts de la Romande Energie moyennant Fr. 53.-- par mât et pour les FMA sur le 90% des lampadaires et le coût serait de Fr. 10'000.--. Cependant, les FMA ont fait savoir, en remettant leur offre, que, selon les directives de l'éclairement des routes, la Commune ne rentrerait plus dans la norme de l'éclairage routier. Ils rappellent aussi que toute une étude se fait derrière pour se conformer à la norme d'éclairement afin que les conditions de sécurité soient respectées. Les FMA se dégagent de toute responsabilité quant aux problèmes qui pourraient survenir ou aux conséquences que ces problèmes pourraient entraîner ! Pour M. le Municipal, c'est revenir 50 ans en arrière. Il se rappelle que lorsqu'enfant il rentrait de l'école, il n'aimait pas traverser le hameau des Combes qui n'était pas éclairé. Selon ses dires : « si c'est pour les éteindre, on peut supprimer tous les lampadaires et cela ne vaut plus la peine de dépenser de l'argent pour en acheter ». Il se dit tout de même favorable à effectuer un essai en baissant les lumières des lampadaires de 50 à 25 % mais il craint de ne pas être conforme aux normes si l'éclairage public est entièrement éteint.

M. Neil KIRBY demande la parole et M. le Président lui demande si c'est pour apporter un nouvel élément, ce qu'il confirme.

M. Neil KIRBY répond à M. le Municipal PASTOR que la proposition n'est pas d'éteindre les lumières tout le temps mais éventuellement à certains endroits le faire entre minuit et 4-5 heures du matin. Pour ce qui est des considérations techniques, M. le Conseiller sait que pour baisser la lumière il faut 3 fils et que ce n'est pas le cas de tous les lampadaires.

M. André BAUMANN s'adresse à M. Roberto VALTERIO en ces termes : « M. le Président c'est la deuxième fois que vous intervenez sur les conditions que les Conseillers puissent prendre la parole. Il n'y a pas lieu de le faire, sous prétexte de faire avancer le débat sans le retarder, car ils peuvent la prendre quand ils le souhaitent ! »

M. le Président R. VALTERIO répond qu'il veut éviter que les Conseillers répètent plusieurs fois les mêmes propos en les reformulant quelque peu différemment. Mais il assure que si ce Conseiller veut tout de même s'exprimer, il ne va pas le lui interdire.

M. le Municipal Philippe PASTOR reprend la parole pour indiquer qu'un essai va être effectué sur la plaine mais signale que les habitants du village d'Arveyes, où l'éclairage avait été réduit pour un test, ont manifesté leur désapprobation.

Mme Céline PINI propose qu'une expérience se fasse à Antagnes.

Avant que M. le Président R. VALTERIO soumette le rapport de la Municipalité au vote, M. le Conseiller Stéphane COSANDEY demande ce qu'il se passerait si le Législatif le refusait et comment il y aurait lieu de procéder ce soir.

M. le Président répond qu'une commission serait nommée pour réétudier le sujet.

M. VALTERIO passe maintenant au vote en commençant par les refus. Par 2 non, 24 abstentions et 38 oui, le rapport de la Municipalité sur le postulat intitulé « Pour une Commune éclairée sans pollution lumineuse inutile » est accepté.

Mme Catherine FLÜTSCH intervient pour faire remarquer que durant cette année de présidence, il y a eu plusieurs changements dans l'ordre des votes et demande d'ores et déjà à Mme Janique BONZON, future Présidente, qu'elle revienne à une systématique dans le processus afin d'éviter aux Conseillers des confusions au moment de prononcer. Elle souhaite ainsi retrouver la chronologie habituelle des questions à savoir : « les Conseillères et Conseillers qui acceptent – qui refusent – qui s'abstiennent ».

M. le Président Roberto VALTERIO reconnaît la pertinence de la remarque mais répond que c'est une simplification pour le Bureau mais si *« la simplicité de compréhension prime sur l'efficacité du travail »* il consent alors à revenir à la manière habituelle et pressent qu'il en sera de même pour la prochaine Présidente.

10. Réponse de la Municipalité à l'interpellation déposée le 22 mars 2019 par M. le Conseiller communal André BAUMANN concernant le développement du réseau 5G sur la Commune d'Ollon.

M. le Président prie M. le Syndic Patrick TURRIAN de donner lecture du rapport de la Municipalité dont le texte est reproduit ci-après :

« Monsieur le Président,
Mesdames les Conseillères, Messieurs les Conseillers communaux,

Suite à l'information parue dans le Boyard n° 67 et à l'interpellation citée en titre, déposée lors de la séance du Conseil communal du 22 mars 2019 par Mmes et MM. les Conseillères et Conseillers BORLAT-Gonthier Muriel, MORET Mélodie, OULEVAY CIOMPI Marie, SCULATI Martine, SCULATI Robert et BAUMANN André, la Municipalité répond comme suit aux diverses interrogations qui lui étaient soumises, soit :

La fréquence utilisée par la 5G traverse mal les structures en dur. Dès lors, afin de garantir une bonne couverture du territoire, la multiplication des antennes est nécessaire. En milieu urbain, on parle d'une antenne tous les 100 m. L'antenne prévue dans le Clocher du Temple d'Ollon fait-elle partie d'un plan de déploiement d'autres antennes sur la Commune, si c'est le cas, quelle est l'ampleur de ce déploiement ?
En premier lieu, le Clocher d'Ollon est un emplacement mis à disposition pour un mât d'antenne afin de limiter les nuisances visuelles d'une telle installation sur un toit ou une propriété privée du village d'Ollon, qui par ailleurs est reconnu ISOS sur le plan fédéral.

La Municipalité n'a, à ce jour, pas connaissance du plan de déploiement prévu à Ollon par Swisscom. Cependant, un emplacement est également recherché à Villars, au centre de la station.

Il y a toutefois lieu de relever que, pour l'instant, aucune demande d'autorisation 5G n'a été déposée auprès de la Municipalité pour sa mise à l'enquête.

Selon les dépositaires de l'interpellation, au vu des différents avis d'experts et en tenant compte du principe de précaution, ne devrait-on pas attendre les résultats des différentes études scientifiques en cours ainsi que les recommandations de la Confédération avant de permettre le déploiement de cette technologie sur notre Commune ?

Vu qu'aucune autorisation n'a à ce jour été donnée, ***la Municipalité approuve la proposition de moratoire jusqu'à connaissance des décisions fédérales.***

Les applications futures de la 5G sur la Commune d'Ollon sont-elles à ce point indispensables et urgentes qu'il n'est pas envisageable de tenir compte du principe de précaution avant de s'engager dans cette technologie ?

La Municipalité n'a ni les compétences et encore moins les connaissances pour déterminer s'il y a urgence quant à l'installation de cette nouvelle technologie. Cependant, elle vous invite à vous référer à la réponse à la question n° 2 ci-dessus.
Dès lors, l'Exécutif considère avoir répondu à l'interpellation citée en exergue et vous prie, Monsieur le Président, Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers communaux, de bien vouloir prendre acte du présent rapport.

Ainsi délibéré par la Municipalité dans sa séance du 25 mars 2019 et communiqué à la population le lendemain via SMS et le site internet communal. »

La discussion est ouverte.

M. André BAUMANN remercie la Municipalités pour ses réponses et il se dit très satisfait qu'elles soient intervenues si rapidement. Cela a notamment permis de faire face à d'autres initiatives citoyennes.

La parole n'étant plus demandée, M. le Président rappelle que, selon l'article 80 du Règlement du Conseil, le traitement d'une interpellation doit se conclure soit par l'adoption d'une résolution soit par le passage à l'ordre du jour. Il demande donc si quelqu'un souhaite formuler une résolution, ce qui n'est pas le cas. M. VALTERIO soumet dès lors au vote la réponse à l'interpellation déposée le 22 mars 2019 par M. le Conseiller communal André BAUMANN concernant le développement du réseau 5G sur la Commune d'Ollon.

A main levée, celle-ci est acceptée par 58 oui, aucun refus et 6 abstentions.

11. Réponse de la Municipalité au postulat déposé le 23 juin 2017 par M. le Conseiller communal André BAUMANN intitulé : « Pour la planification et le développement de places d'accueil destinées aux camping-cars ».

M. le Président prie M. le Syndic Patrick TURRIAN de donner lecture du rapport de la Municipalité dont le texte est reproduit ci-après

« Monsieur le Président, Mesdames les Conseillères, Messieurs les Conseillers communaux,

En réponse au postulat cité en titre qui demandait à la Municipalité d'étudier la possibilité de création de places d'accueils destinées aux camping-cars, le Service technique a proposé 13 emplacements potentiels.

Ces derniers, bien qu'à présent autorisés par le Règlement de police, se trouvent soit hors zone à bâtir, soit dans des zones dont le règlement n'autorise pas leur implantation. La Municipalité en a donc retenu 2, à savoir, deux places derrière la

caserne des pompiers à Ollon et trois places sur la place du Rendez-vous à Villars. Une fois leur étude réalisée, ils seront mis à l'enquête avec mention de la dérogation au règlement du PPA.

Au vu de ce qui précède, la Municipalité considère avoir répondu au postulat de M. André BAUMANN et vous prie, Monsieur le Président, Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers communaux, de bien vouloir de prendre acte du présent rapport.

Ainsi délibéré par la Municipalité dans sa séance du 17 juin 2019 ».

La discussion est ouverte mais la parole n'est pas demandée. M. le Président soumet donc au Législatif l'approbation du rapport de la Municipalité sur le postulat déposé le 23 juin 2017 par M. le Conseiller communal André BAUMANN intitulé : « Pour la planification et le développement de places d'accueil destinées aux camping-cars ». Celui-ci est accepté par 63 oui, aucun refus et 1 abstention.

Avant de passé au point suivant, M. le Président annonce le résultat de l'élection des membres de la Commission de Gestion qui est détaillé au point 4.

12. Communications Municipales

1. M. le Municipal Alain DERIAZ donne lecture de la communication municipale intitulée : « Source de la Rippaz, mise en service du turbinage ».

2. M. le Syndic Patrick TURRIAN donne lecture de la communication municipale « Règlement relatif à la perception d'une taxe sur l'énergie – réponses aux interrogations de M. le Conseiller André BAUMANN ».

   M. le Syndic complète cette communication en signalant qu'à ce jour, le versement des subventions a déjà largement dépassé les Fr. 75'000.--. Il y a donc un risque pour que les prochaines demandes soient soumises à un numérus clausus car la somme à disposition ne sera vraisemblablement pas suffisante. De ce fait, les subventions ne pourront être versées que l'année prochaine. Cette situation nécessitera d'établir un bilan de ces 12 premiers mois avant de songer à étendre la liste des subventions.

Ces communications sont annexées au présent procès-verbal et en font partie intégrante.

Avant de passer au prochain point de l'ordre du jour, M. le Président explique que si les communications municipales ont été entendues avant le renouvellement du Bureau, c'est qu'il pensait que le dépouillement de l'élection de la Commission de Gestion serait plus long et il voulait laisser du temps aux scrutateurs. Cependant, ceux-ci ont été très efficaces ce qui permet de reprendre le cours normal de la séance.

M. Robert UNDERWOOD demande s'il n'y a que deux communications municipales car il s'est laissé dire qu'une information serait donnée à propos des comptages de véhicules effectués sur différentes routes de la Commune.

M. le Municipal Jean-Luc CHOLLET répond que les comptages se sont terminés à mi-juin. Le résultat de leur analyse n'est pas encore connu et aucune décision n'a été prise sur la suite à donner à ces tests qui font ressortir les éléments suivants :

Route de Chesselaz : sur une période de 15 jours au début du mois de juin, il a été enregistré le passage journalier de 300 véhicules en descente et 380 en montée. A titre comparatif, en juin 2016, sur une semaine, 140 véhicules/jour en descente et 136/jour en montée avaient été dénombrés. A noter encore que durant le test de 2019, 507 camions ont emprunté cet axe soit 34 par jour.

Route de la Distillerie : juin 2019 = 360 véhicules/jour en descente et, sans que l'on puisse l'expliquer : 660 en montée ! A titre comparatif, en juin 2016, le trafic journalier était de 230 véhicules en descente et 175 en montée. A noter encore que durant le test de 2019, 1533 camions ont emprunté cet axe soit 100 par jour.

Pour ce qui est des contrôles radar en cours dans les rues d'Ollon, M. le Municipal indique que les mesures de vitesse au moyen du pistolet laser ont été renforcées. A ce jour, les records de vitesse enregistrés sont de 55 km/h à la route de la Distillerie et 43 km/h à Chesselaz. Ces indications montrent que les véhicules roulent plus vite sur l'axe de la Distillerie qui est très fréquenté par les enfants qui se rendent à l'école. Il y aura donc lieu de prendre des mesures en conséquence. Par ailleurs, il a été observé que des véhicules passent tout de même par le quartier de la Roche mais là il n'y a pas eu de contrôle.

M. Robert UNDERWOOD remercie M. le Municipal pour les indications fournies et se dit rassuré sur la façon dont la circulation est étudiée et de la prise en considération des éléments chiffrés. Il estime que la route de Chesselaz n'est pas prévue pour du transit. Il souhaite que les comptages se poursuivent et que des mesures soient rapidement prises pour assurer la tranquillité et la sécurité des rues. Il considère que toutes ces données doivent être prises en considération et influencer le projet d'aménagement du village d'Ollon. Il souhaite aussi que la réflexion soit étendue à tout le territoire communal.

M. le Municipal Jean-Luc CHOLLET prend note des remarques de M. UNDERWOOD mais dit qu'il y a lieu d'être réaliste sur le fait que des restrictions imposées dans une rue auront forcément des répercussions négatives sur les axes adjacents, à la manière de l'eau qui s'infiltre par tous les passages.

13. Renouvellement du Bureau du Conseil Communal

Conformément à l'article 22 du règlement du Conseil, M. le Président procède au renouvellement du Bureau. Celui-ci s'effectue selon le tournus établi en début de Législature quant à la représentation des partis. Sauf avis contraire, cette élection se fera par acclamation, ce que l'Assemblée accepte. Sont ainsi proposés par leur chef groupe respectif : MM. Daniel DURGNAT, UDC, Stéphane COSANDEY, Les Verts, Florian DAVEN, PS et Laurent PARIS, PLR :

Mme Janique BONZON	Présidente	Parti UDC
M. Manuel DULEX	1er Vice-président	Parti Les Verts
Mme Céline PINI	2ème Vice-présidente	Parti Socialiste

M. Sylvain GENOUD	Scrutateur	Parti PLR
Mme Eliane FAILLETAZ	Scrutatrice	Parti Socialiste
M. Harald CROPT	Scrutateur-suppléant	Parti PLR
M. Philippe RUCHET	Scrutateur-suppléant	Parti UDC

Les applaudissements du Plénum valident l'élection des membres du Bureau du Conseil pour la période allant du 1er juillet 2019 au 30 juin 2020.

14. Nomination d'un/e membre à la Commission des finances

Suite à l'accession de Mme Janique BONZON à la Présidence du Conseil, celle-ci doit être remplacée au sein de la Commission des Finances dont elle était membre. Pour ce faire, le parti UDC, propose M. Robin PERRIN.

L'Assemblée valide cette nomination par ses applaudissements.

15. Nomination de quatre membres au Conseil de l'Association intercommunale pour l'Epuration des eaux usées de la Région d'Aigle (AERA)

M. le Président Roberto VALTERIO demande à Mme Janique BONZON, Vice-Présidente, de le remplacer au pupitre le temps de procéder à la nomination de la Commission citée en titre. Il voit par ce geste une bonne opportunité de lui transmettre le témoin en douceur et de démontrer par les actes que le Conseil est acquis depuis longtemps à l'égalité homme-femme.

Mme la Vice-Présidente, sauf avis contraire, propose que les 4 membres soient nommés par applaudissements et demande aux chefs de groupe le nom de leur représentant :

Pour le parti PLR, M. Laurent PARIS propose M. Roberto VALTERIO
Pour le parti UDC, M. Daniel DURGNAT propose M. Oscar BONZON
Pour le parti Socialiste, M. Florian DAVEN propose M. Pierre MEYLAN
Pour le parti Les Verts, M. Stéphane COSANDEY propose M. Neil KIRBY

Par ses applaudissements, l'Assemblée valide ces nominations.

Après avoir remercié Mme Janique BONZON de sa suppléance, M. le Président reprend sa place pour la suite de l'ordre du jour.

16. Nomination d'un/e membre au Conseil intercommunal de la Police du Chablais vaudois

Suite à la démission du Législatif de M. Ferenc RABEL, il y a lieu de pallier son remplacement au sein du Conseil cité en titre dont il était membre. Pour ce faire, M. Laurent PARIS, Président du groupe PLR propose Mme Marlen PERRIER.

L'Assemblée valide cette nomination par ses applaudissements.

17. Nomination d'un/e membre au Conseil d'établissement

Suite à la démission de M. André BAUMANN du Conseil référencé en titre, il y a lieu de pallier son remplacement. Pour ce faire, M. Florian DAVEN, Président du parti Socialiste propose M. Mathieu JOURDAIN.

L'Assemblée valide cette nomination par ses applaudissements.

18. Propositions individuelles et proposition de modification de l'art 77 du Règlement du Conseil par M. Quentin RACINE

Officiant comme scrutateur au sein du Bureau, M. Quentin RACINE cède sa place à M. Sylvain GENOUD, suppléant, afin de pouvoir développer sa proposition.

M. RACINE explique qu'il avait envoyé le 4 juin dernier son texte aux Présidents des partis pour les informer de son intention et il espère ainsi que tout le monde a pu en prendre connaissance. Il rappelle qu'à l'heure actuelle, une initiative, soit une motion ou un postulat, peut être déposée en direct devant le Conseil pour être traitée le soir même. Il a été vu et cela a été vécu récemment que cette démarche peut potentiellement prendre le/la Président/e, la Municipalité ou la plupart des Conseillers au dépourvu et finalement ne donner lieu qu'à un débat confus, sans que personne ne sache quoi voter. Dès lors, pour éviter de telle situation, M. le Conseiller propose de modifier l'article 76 du règlement du Conseil comme suit : *« Lorsqu'un membre veut user de son droit d'initiative, il remet sa proposition par écrit au Président,* ***au minimum 10 jours avant la prochaine séance du Conseil communal*** *».* Ce délai permettrait que le Bureau, la Municipalité et les groupes soient informés et puissent se déterminer sur le sujet. Selon M. le Conseiller, au vu de la mouvance qui donne lieu à une multiplication des dépôts, il estime qu'il est nécessaire de réformer ce point, quitte à augmenter le nombre des séances du Législatif, ce qui répondrait aux craintes de certains de perdre la spontanéité d'un dépôt de motion ou postulat en cours de séance. En outre, M. RACINE pense que la perspective de séances plus fréquentes ne devrait pas être un obstacle à cette proposition. Il indique encore que le Bureau en avait discuté lors de sa dernière réunion et n'avait pas émis d'opposition.

M. le Président remercie M. RACINE pour sa présentation et ouvre la discussion.

Pour M. André BAUMANN, ce délai de dix jours enlève toute opportunité de déposer une interpellation, une motion ou un postulat, en fonction des discussions qui ont lieu durant un Conseil. Leur dépôt serait systématiquement reporté à la prochaine séance.

M. le Conseiller RACINE répond par l'affirmative mais souligne qu'il est toujours possible de déposer une interpellation, une simple question ou un vœu lors d'une séance. Comme le dit M. le Conseiller, cette mesure peut éventuellement pousser à ce que les séances deviennent plus fréquentes ce qui éviterait d'attendre 5 mois avant de pouvoir déposer son objet. Il pense que l'organisation doit primer sur la spontanéité. Dix jours ne lui paraissent pas un délai excessif car c'est à peu près le même que celui du dépôt des rapports des commissions. Selon M. RACINE, cela serait plus facile pour tout le monde.

M. Stéphane COSANDEY tient à remercier M. RACINE pour avoir partagé son idée à l'avance avec les groupes politiques qui ont été informés bien assez tôt. Cela a permis d'en discuter au sein des partis lors de leur séance de préparation et pour

M. le Conseiller, c'est le principal avantage qu'il voit dans cette proposition. Par contre, même si celle-ci est pleine de bon sens, il craint que cela soit une contrainte supplémentaire pour le Législatif qui, comme il est apparu ce soir, a déjà de la peine à jongler avec les existantes puisque le règlement n'a pas été respecté au pied de la lettre durant les années précédentes. Pour sa part, ses convictions citoyennes qui s'approchent d'un esprit libéral, s'en trouvent un peu gênées parce qu'à l'exemple du dépôt de l'interpellation de M. BAUMANN, relative au développement du réseau 5g sur la Commune d'Ollon, il s'agissait-là d'un évènement d'actualité qui demandait qu'on traite rapidement cette question, sans attendre 3 mois supplémentaires pour pouvoir en parler au Conseil communal. Toutefois, si M. BAUMANN pouvait avoir la garantie qu'il y aurait davantage de séances de Conseil, permettant ainsi de traiter les objets avec beaucoup plus de vélocité, il pourrait accepter cette proposition. Mais pour lui, aujourd'hui et en l'état, sachant aussi qu'il y a plusieurs points du Règlement qui nécessiteraient d'être revus, il aimerait que la proposition de M. RACINE soit reportée à une prochaine occasion où le Conseil pourrait se pencher sur d'autres éléments.

M. le Président Roberto VALTERIO fait remarquer que si cette proposition est acceptée ce soir, la Municipalité devra, selon l'art. 75, alinéa c, présenter un préavis pour la modification du Règlement. Selon ses dires, cela pourrait être une occasion d'apporter d'autres modifications.

Pour sa part, M. Neil KIRBY considère que la proposition de M. RACINE permettrait effectivement aux groupes politiques de prendre connaissances des propositions lors de leur séance de préparation du Conseil et de définir leurs positions. Par contre, s'il se réfère à son parti « Les Verts », ses membres préparent aussi, à ce moment-là leur propre stratégie de savoir comment ils vont agir pendant la séance et ce qu'ils pourront déposer comme propositions individuelles. Il estime donc que cela nécessiterait presque de faire deux réunions, une de stratégie, deux ou trois semaines avant, et une dédiée à la préparation du Conseil. M. KIRBY se dit mitigé quant à cette modification.

M. le Municipal Nicolas CROCI TORTI, en ce qui concerne le droit d'initiative que tout Conseiller peut user, il aimerait clarifier le fait que le postulat et la motion doivent être adoptés ou refusés par le Plénum ou renvoyés à une commission ce qui implique de toute façon un vote. Par contre, une interpellation peut être déposée le soir même et ne nécessite pas de vote. C'est en fait une question, à l'exemple de l'interpellation de M. BAUMANN sur la 5g, qui est posée à la Municipalité, sur un fait d'actualité, qui répond, dans la mesure du possible, au prochain Conseil ou dans les 3 mois. Donc le Plénum n'a pas à débattre sur une interpellation alors qu'il doit le faire sur une motion ou un postulat.

Par ailleurs, pour ce qui est du délai de 10 jours proposé par le Conseiller RACINE, M. le Municipal prend l'exemple du postulat déposé par le groupe des Verts en mars dernier pour demander la création d'une Commission climat. Il rappelle que le document a été envoyé aux groupes dans les derniers jours qui ont précédé la séance et qu'ils n'ont pas eu le temps de l'étudier avant qu'il soit traité le soir même du Conseil. M. N. CROCI TORTI pense que, dans ce cas, les ¾ de l'Assemblée n'avaient pas de connaissances suffisantes sur le sujet et ne savaient pas quelle décision prendre. Donc pour lui, cette proposition de délai permettrait à chacun de se préparer et ne briderait en aucun cas le pouvoir des Conseillers de faire des propositions constructives à la Municipalité. Pour répondre à M. KIRBY, M. le Municipal considère que la manière de travailler du groupe des Verts quant à sa préparation

des séances du Législatif ne devrait pas empêcher ses membres d'user de leur droit d'initiative.

Pour Mme Catherine FLÜTSCH l'interpellation n'a pas du tout le même impact qu'un postulat et elle pense que le Conseiller devrait pouvoir déposer un postulat à la dernière minute. A son avis, si la proposition de M. RACINE est acceptée, le Conseil va perdre en spontanéité. La démocratie sera altérée au profit de la bureaucratie. Elle pense que c'est mieux de pouvoir s'exprimer sans contrainte administrative qu'impliquerait ce délai de 10 jours.

La parole n'étant plus demandée, M. le Président soumet la proposition de M. le Conseiller Quentin RACINE en posant la question suivante : *« Les Conseillères et Conseillers qui acceptent le projet de modification du règlement du Conseil communal tel que présenté par M. RACINE, sont priés de lever la main ».*

Par 24 oui, 21 non et 19 abstentions, le projet de modification du Règlement du Conseil communal est accepté. Ainsi, conformément à l'art. 75 al. c, cette proposition est remise à la Municipalité qui devra préaviser sur le sujet. M. le Président indique que cela donne encore une possibilité aux Conseillers de discuter de ce sujet et, pour lui « c'est de la démocratie... »

18. Propositions individuelles

1. Mme Eliane FAILLETAZ constate et déplore la composition quasi exclusivement masculine de la Commission de Gestion. Il semble bien que la grève des femmes du 14 juin dernier revendiquant la parité homme-femme soit restée sans effet à Ollon...

2. Mme Catherine FLÜTSCH quant à elle remercie Mme Marlen PERRIER d'avoir accepté d'intégrer la Commission intercommunale de la Police du Chablais au sein de laquelle elle n'était jusqu'à maintenant que la seule femme avec une représentante de la Commune de Bex. Elle salue donc cette troisième présence féminine même si elle reste très minoritaire.

3. M. Alain BURNIER, en tant que membre de l'organisation du Giron des Musiques du District d'Aigle, aimerait remercier la Municipalité ainsi que tout le personnel communal concerné pour leur précieuse aide apportée lors de la préparation de cette manifestation. Le personnel du Centre des Tennis a également fourni un travail extraordinaire durant ces 4 jours et M. le Conseiller tenait à le souligner ce soir même si des remerciements lui ont déjà été adressés par le biais de son directeur M. S. ASCHWANDEN. Les forces de l'ordre sont également remerciées pour leur dévouement et leur engagement, de jour comme de nuit, qui ont permis de mener à bien cette manifestation. Un grand merci est également adressé aux commerçants de Villars pour avoir décoré leurs vitrines et à tous les annonceurs et toutes les personnes qui, de près ou de loin, ont contribué au bon fonctionnement du Giron des Musiques du District d'Aigle 2019.

4. M. le Municipal Philippe PASTOR rappelle que lors du Conseil Communal qui s'est tenu à Lausanne en mars dernier, le Législatif a voté un crédit pour l'achat d'une balayeuse. Il avait été annoncé durant les débats que des essais avec un véhicule électrique seraient effectués. Ceux-ci ont été réalisés cette semaine.

M. le Municipal indique que ce véhicule a bien fonctionné sur Ollon mais lorsqu'il a pris la direction de Villars, il a dû stopper sa route à Auliens car le moteur a chauffé. Au vu de ces éléments, M. PASTOR indique que pour le moment, l'achat d'une balayeuse électrique est abandonné. Il souligne également que ce genre de véhicule coûte le double du prix d'un modèle conventionnel.

5. M. le Municipal PASTOR informe que pour remplacer les produits de désherbage à base de Glyphosate, un nouveau système utilisant de l'eau chaude est sorti sur le marché. Il s'agit d'un produit moussant à base d'huile de colza, de sucre et d'amidon qui chauffe l'herbe en la recouvrant. M. le Municipal indique que des essais sont menés par les collaborateurs de la voirie et que des résidus de mousse pourraient être observés ici ou là. Dans ce cas, il n'y a pas lieu de s'inquiéter, cela ne relève pas d'une pollution.

6. M. Stéphane COSANDEY relaye un constat qui a été fait lors de la séance de préparation du groupe des Verts sur la qualité du document qui a été remis par la Municipalité pour les comptes 2018. En cela il répond au questionnement de M. le Syndic, lors de la réunion avec la Commission des Finances, quant à savoir si le document était trop exhaustif ou pas. Pour M. le Conseiller, en regard du peu de questions qui ont été posées lors de l'étude des Comptes, cela prouve bien que le Législatif disposait de toutes les informations.

   M. COSANDEY profite de son temps de parole pour remercier également M. le Président Roberto VALTERIO pour la tenue de son mandat et des nouveautés qui ont été introduites.

   M. le Président remercie M. COSANDEY pour ses plaisantes remarques qu'il apprécie d'autant plus au sortir des débats qui se sont déroulés durant cette séance et certaines idées qui auraient pu lui être attribuées et qui n'étaient pas le sens de ses propos.

Avant de lever la séance, M. Roberto VALTERIO fait l'allocution suivante : « 4 Conseils communaux – le premier c'était hier, le dernier aujourd'hui. L'année est passée à une vitesse folle. On arrive au Conseil on est jeté dans l'arène, il faut apprendre en une fraction de seconde à se battre contre les lions, les tigres et… je garderai les termes méchants pour les Hommes, je ne parlerai pas de hyènes… c'est simplement pour dire que tout d'un coup on est là et cela ne s'apprend pas. On prépare un peu, on est un peu aidé par les prédécesseurs, les collègues Conseillers et puis on y va… alors je me suis dit qu'avec le premier Conseil j'avais tout eu : prolongement de séance, interruption, 26 votes, pause, je me suis dit que la suite serait facile… c'était sans compter ce Conseil qui a été très très intéressant où il a fallu faire preuve de réactivités et d'adaptation. J'aimerais remercier l'Assemblée de toute cette collaboration qui a eu lieu durant cette année de présidence où le respect clairement ressort de notre discussion et de notre façon de travailler et si c'est comme cela c'est parce que nous avons tous une envie d'avancer. Certains de façon un peu plus rapide que d'autres. Certains un peu plus travaillé que d'autres mais une chose qui est certaine c'est que notre direction elle est unique et elle va vers l'avant. Et cela permet vraiment de construire le futur. Un détail me fait particulièrement plaisir c'est qu'à mon premier Conseil j'ai eu l'honneur d'assermenter un nouveau Conseiller en la personne de M. ESTOPPEY et mon mandat se termine de nouveau avec l'honneur d'assermenter M. BAVAUD et cela me remplit de joie et vraiment c'est une richesse que le rôle du Président a. »

M. le Président Roberto VALTERIO invite maintenant l'Assemblée à se déplacer à l'AVO où une petite agape est organisée. Il souhaite un bon été à tous avant de faire remarquer l'écriture de son texte en violet sur l'écran, ceci en l'honneur de la gente féminine.

La séance est levée à 22h.45.

Le Président

R. Valterio

CANTON DE VAUD - NOTTO - CONSEIL COMMUNAL D'OLLON

La Secrétaire

E. Jelovac

COMMUNE D'OLLON

SERVICE DES TRAVAUX

Ollon, le 30.04.2019/JCM/OR

Réponse de la Municipalité au postulat déposé le 22 juin 2018 par M. le Conseiller communal Neil KIRBY, intitulé « Pour une Commune éclairée sans pollution lumineuse inutile ».

Monsieur le Président,
Mesdames les Conseillères, Messieurs les Conseillers communaux,

En réponse au postulat cité en titre qui demandait à la Municipalité d'étudier et de rapporter sur l'opportunité de faire un état des lieux de toutes mesures utiles qui permettraient de limiter la pollution lumineuse dans la Commune et de présenter au Conseil un rapport sur ses réflexions et actions envisagées à court et moyen terme sous forme d'un « plan lumière », l'Exécutif informe l'organe délibérant que l'éclairage public de la Commune d'Ollon est géré, d'une part, par les Forces Motrices de l'Avançon SA (ci-après : FMA) pour la partie Sud et, d'autre part, par la Romande Energie (ci-après : RE) pour la partie Nord.

En ce qui concerne la partie Sud, il est à relever que ce ne sont pas moins de 652 points lumineux qui sont en fonction et que le 90 % de ce parc bénéficie d'une technologie permettant la baisse de 50 % d'intensité de 23h00 à 05h00 du matin. L'inventaire des points se décompose de la manière suivante :

- 105 LED
- 42 tubes lumineux (Néon)
- 73 Iodure métallique (halogène)
- 100 Mercure (à remplacer en priorité)
- 311 Sodium haute pression
- 21 lampes diverses

Pour la partie Nord, 514 points lumineux sont en fonction et, comme ci-dessus, 25 % du parc diminue également d'intensité de 50 % de 23h00 à 05h00. L'inventaire est le suivant:

- 232 LED
- 18 Fluo compacte (Néon)
- 65 Halogénure métallique (halogène)
- 11 Mercure (à remplacer en priorité)
- 188 Sodium haute pression

La priorité mise en place pour ces prochaines années est le changement des lampes au mercure puisque les Autorités suisses appliquent la stricte interdiction des composants inefficaces de l'éclairage public et reprennent les prescriptions du Règlement EG 245/2009 de l'Union européenne.

Cependant, il est relevé que le Service technique, en charge de l'éclairage public, fait le maximum, selon les ressources budgétaires et les différentes demandes de crédit, pour le remplacement de l'éclairage mal conçu ou archaïque. A chaque nouveau projet, une étude d'éclairement est réalisée, en conformité avec la norme SIA 491, afin de :

- assurer la sécurité publique valoriser le cadre et l'image de la Commune
- minimiser la pollution lumineuse et favoriser l'efficacité énergétique.

La coordination de l'éclairage entre le public et le privé n'est pas envisageable puisque celui du domaine public ne doit pas dépendre de l'éclairage privé, et vice versa.
Les émissions lumineuses issues de bâtiments et d'installations privés entrent dans le champ d'application de la Loi sur la protection de l'environnement (LPE).

En outre et pour terminer, la Municipalité signale qu'un plan directeur a été établi en juin 2013 en collaboration avec la Romande Energie sur l'ensemble du territoire communal et que ce document dresse un état des lieux des installations (sources lumineuses, mâts, câbles et armoires de distribution). Quant aux priorités, elles sont fixées en fonction de la vétusté des installations ainsi que des travaux à entreprendre pour d'autres services.

Au vu de ce qui précède, la Municipalité considère avoir répondu au postulat de M. Neil KIRBY et vous prie, Monsieur le Président, Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers communaux, de bien vouloir de prendre acte du présent rapport.

Ainsi délibéré par la Municipalité dans sa séance du 6 mai 2019.

AU NOM DE LA MUNICIPALITE :

Le Syndic : P. Turrian

Le Secrétaire : Ph. Amevet

COMMUNE D'OLLON

SERVICE DES TRAVAUX

Ollon, le 17.06.2019/JCM/OR

Réponse de la Municipalité au postulat déposé le 23 juin 2017 par M. le Conseiller communal André BAUMANN intitulé : « Pour la planification et le développement de places d'accueil destinées aux camping-cars ».

Monsieur le Président,
Mesdames les Conseillères, Messieurs les Conseillers communaux,

En réponse au postulat cité en titre qui demandait à la Municipalité d'étudier la possibilité de création de places d'accueils destinées aux camping-cars, le Service technique a proposé 13 emplacements potentiels.

Ces derniers, bien qu'à présent autorisés par le règlement de police, se trouvent soit hors zone à bâtir, soit dans des zones dont le règlement n'autorise pas leur implantation. La Municipalité en a donc retenu 2, à savoir, deux places derrière la caserne des pompiers à Ollon et trois places sur la place du Rendez-vous à Villars. Une fois leur étude réalisée, ils seront mis à l'enquête avec mention de la dérogation au règlement du PPA.

Au vu de ce qui précède, la Municipalité considère avoir répondu au postulat de M. André BAUMANN et vous prie, Monsieur le Président, Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers communaux, de bien vouloir de prendre acte du présent rapport.

Ainsi délibéré par la Municipalité dans sa séance du 17 juin 2019.

AU NOM DE LA MUNICIPALITE :

Le Syndic : P. Turrian

MUNICIPALITÉ D'OLLON

Le Secrétaire : Ph. Amevet

COMMUNE D'OLLON

LA MUNICIPALITÉ

GREFFE MUNICIPAL

Ollon, le 25 mars 2019 / PA

Réponse de la Municipalité à l'interpellation déposée le 22 mars 2019 par M. le Conseil communal André BAUMANN concernant le développement du réseau 5G sur la Commune d'Ollon

Monsieur le Président,
Mesdames les Conseillères, Messieurs les Conseillers communaux,

Suite à l'information parue dans le Boyard n° 67 et à l'interpellation citée en titre, déposée lors de la séance du Conseil communal du 22 mars 2019 par Mmes et MM. les Conseillères et Conseillers BORLAT-Gonthier Muriel, MORET Mélodie, OULEVAY CIOMPI Marie, SCULATI Martine, SCULATI Robert et BAUMANN André, la Municipalité répond comme suit aux diverses interrogations qui lui étaient soumises, soit :

La fréquence utilisée par la 5G traverse mal les structures en dur. Dès lors, afin de garantir une bonne couverture du territoire, la multiplication des antennes est nécessaire. En milieu urbain, on parle d'une antenne tous les 100 m. L'antenne prévue dans le Clocher du Temple d'Ollon fait-elle partie d'un plan de déploiement d'autres antennes sur la Commune, si c'est le cas, quelle est l'ampleur de ce déploiement ?

En premier lieu, le Clocher d'Ollon est un emplacement mis à disposition pour un mât d'antenne afin de limiter les nuisances visuelles d'une telle installation sur un toit ou une propriété privée du village d'Ollon, qui par ailleurs est reconnu ISOS sur le plan fédéral.
La Municipalité n'a, à ce jour, pas connaissance du plan de déploiement prévu à Ollon par Swisscom. Cependant, un emplacement est également recherché à Villars, au centre de la station. Il y a toutefois lieu de relever que, pour l'instant, aucune demande d'autorisation 5G n'a été déposée auprès de la Municipalité pour sa mise à l'enquête.

Selon les dépositaires de l'interpellation, au vu des différents avis d'experts et en tenant compte du principe de précaution, ne devrait-on pas attendre les résultats des différentes études scientifiques en cours ainsi que les recommandations de la Confédération avant de permettre le déploiement de cette technologie sur notre Commune ?

Vu qu'aucune autorisation n'a à ce jour été donnée, ***la Municipalité approuve la proposition de moratoire jusqu'à connaissance des décisions fédérales***.

Les applications futures de la 5G sur la Commune d'Ollon sont-elles à ce point indispensables et urgentes qu'il n'est pas envisageable de tenir compte du principe de précaution avant de s'engager dans cette technologie ?

La Municipalité n'a ni les compétences et encore moins les connaissances pour déterminer s'il y a urgence quant à l'installation de cette nouvelle technologie. Cependant, elle vous invite à vous référer à la réponse à la question n° 2 ci-dessus.

Dès lors, l'Exécutif considère avoir répondu à l'interpellation citée en exergue et vous prie, Monsieur le Président, Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers communaux, de bien vouloir prendre acte du présent rapport.

Ainsi délibéré par la Municipalité dans sa séance du 25 mars 2019 et communiqué à la population le lendemain via SMS et le site internet communal.

AU NOM DE LA MUNICIPALITE :

Le Syndic :

P. Turrian

MUNICIPALITÉ D'OLLON

Le Secrétaire :

Ph. Amevet

COMMUNE D'OLLON

Ollon, le 21 juin 2019 / AD / PA

LA MUNICIPALITE

COMMUNICATION MUNICIPALE

SOURCES DE LA RIPPAZ – Mise en service du turbinage

Monsieur Le Président,
Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers communaux,

A titre d'information pour celles et ceux qui n'ont pas assisté à la sortie du Conseil le 8 juin, la Municipalité a le plaisir de vous signaler que l'installation de turbinage des eaux de la Rippaz a été mise en service le 21 mai.

Tous les documents visant l'obtention de la validation de la RPC ont été transmis dans le délai imparti. Ne reste qu'à recevoir le courrier officiel qui formalisera cette opération et la réception de ladite redevance.

A noter que la turbine fonctionne à merveille et qu'il est procédé au turbinage à hauteur du maximum de sa capacité.

Les travaux ne sont pour autant pas terminés puisqu'il il reste ceux relatifs aux aménagements et finitions du puits de captage, lesquels devraient s'achever cet automne tout comme la pose de la conduite de raccordement sur le réservoir de Chenalettaz qui sera quant à elle terminée durant le 1er semestre 2020.

Veuillez agréer. Monsieur le Président, Mesdames les Conseillères et Messieurs les conseillers communaux, nos salutations distinguées.

LA MUNICIPALITE

COMMUNE D'OLLON

Ollon, le 6 mai 2019 / PA

LA MUNICIPALITE

COMMUNICATION MUNICIPALE

Règlement relatif à la perception d'une taxe sur l'énergie électrique
Réponse aux interrogations de M. le Conseiller André BAUMANN

Monsieur le Président,
Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers communaux,

Au cours de la séance du Législatif qui s'est tenue le 22 mars dernier dans les murs du Parlement vaudois, Monsieur le Conseiller communal André BAUMANN interrogeait la Municipalité à propos des subventions accordées dans le cadre du règlement cité en titre.

Ces questions sont indiquées ci-après tout comme les réponses qui les concernent :

1. Point 2 de l'annexe au Règlement - Chauffage au bois ou à pellets : M. BAUMANN rappelait qu'à ce sujet la subvention était arrêtée à 20 % de l'investissement, maximum Fr. 10'000.-- et que les conditions spécifiaient que le soutien financier ne pouvait être alloué qu'aux chauffages centraux disposant d'un circuit de distribution de chaleur. Dès lors, cela excluait le poêle à accumulation alors que ce type d'installation dispose d'un bon rendement tout en permettant une diffusion lente de la chaleur en utilisant une charge de bois équivalant à une caisse de vendange. Le susnommé se posait alors la question de savoir pourquoi ce modèle de chauffage n'était pas compris dans les objets subventionnables.

2. Point 4 – Transports publics : M. BAUMANN indiquait que la subvention offerte exclu une participation à l'abonnement ½ tarif alors que ce sésame est très prisé et adapté aux jeunes. L'intéressé pensait que l'abonnement général est rarement rentable pour des jeunes car ils travaillent ou étudient à proximité de leur domicile ou de celui des parents. La carte multicourses est adaptée pour des jeunes effectuant régulièrement le même trajet et uniquement celui-ci. Aux yeux de M. BAUMANN, le ½ tarif permet une plus grande flexibilité, notamment pour les apprentis qui doivent par exemple se rendre deux fois par semaine à Lausanne pour suivre les cours professionnels ou pour les étudiants qui effectuent des stages dans différentes entreprises. Que la subvention puisse sembler minime pour ce type d'abonnement, l'exclure semblait être à M. BAUMANN un mauvais message.

   La Municipalité :
   - ***estime que toutes formes d'installation de chauffage, efficaces soient-elles, ne peuvent être subsidiées, du moins pour le moment. Elle a dû opérer des choix, lesquels sont répertoriés dans l'Annexe du Règlement cité en exergue.***
   - ***est d'avis que, avant d'ajouter des actions au catalogue des subventions, il y a lieu de prendre un peu de recul et de déterminer si la liste des objets doit être complétée.***

   Un bilan sera tiré ultérieurement et une réflexion quant à adjoindre les requêtes de M. BAUMANN pourrait alors être prise en compte.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers communaux, nos salutations distinguées.

LA MUNICIPALITE

Motion – Règlement du Conseil communal – traitement des motions et postulats.

Actuel	**Proposition**
Art. 76 - Lorsqu'un membre veut user de son droit d'initiative, il remet sa proposition par écrit au Président.	**Art. 76 -** Lorsqu'un membre veut user de son droit d'initiative, il remet sa proposition par écrit au Président, au minimum 10 jours avant la prochaine séance du Conseil communal.
La proposition est développée séance tenante ou dans la prochaine séance.	Le ~~Président~~ Bureau examine si la proposition est recevable en la forme.
Le Conseil examine si la proposition est recevable.	La proposition est développée ~~séance tenante ou~~ dans la prochaine séance.

Quentin Racine, conseiller communal

